

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant le jeudi de chaque semaine



ABONNEMENTS			ABONNEMENTS ET INSERTIONS		ANNONCES ET AVIS	
	6 MOIS	UN AN				
Côte d'Ivoire et pays de la			Adresser les demandes d'abonnement au Chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, BCEAO : A0005 0002.		La ligne décomptée en corps 8 de 62 lettres ou signes, interlignes et blancs compris..... 1.750 francs Pour chaque annonce répétée, la ligne.. 1.000 francs Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de 17.500 francs pour les annonces.	
CAPTEAO : voie ordinaire	12.000	22.000				
voie aérienne	18.000	29.000				
Etranger : France et pays extérieurs						
communs : voie ordinaire	15.000	25.000				
voie aérienne	20.000	40.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.		Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.	
Autres pays : voie ordinaire	15.000	25.000				
voie aérienne	21.000	42.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution du « J.O. ».			
Prix du numéro de l'année courante		800				
au-delà du cinquième exemplaire		500				
Prix du numéro d'une année antérieure		1.000				
Prix du numéro légalisé		1.200				
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.						

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

2008 ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DE L'INTERIEUR

2007

Actes disciplinaires. 122

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES DES FINANCES

2008

11 janvier .. Arrêté n° 010MEF. DGTCF. DA. portant agrément de la Société de Courtage d'Assurances « Serenix Assurances ». 123

11 janvier .. Arrêté n° 011 MEF. DGTCF. DA. portant extension d'agrément de la Société de Courtage ASCOMA à la gestion du risque maladie des mutuelles de santé et des systèmes d'auto-assurances. 123

11 janvier .. Arrêté n° 012 MEF. DGTCF. DA. portant extension d'agrément de la Société de Courtage GRAS SAVOYE à la gestion du risque maladie des mutuelles de santé et des systèmes d'auto-assurances. 124

21 janvier .. Arrêté n° 015 MEF. DGTCF. IGT. portant remboursement de cautionnement de Mme BAILLI, née Kenousei Julienne, mte 105 360-Q ex-régisseur de Recettes des Cartes sécuritaires auprès du commissariat du 2^e Arrondissement de Daloa. 124

MINISTERE DES TRANSPORTS

2007

10 sept. Arrêté n° 430 MT. CAB. portant agrément du Centre médical de l'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM) pour la visite médicale intégrale (vue, audition, glycémie, tension artérielle, groupe sanguin) du Permis de Conduire. 125

MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

2008

18 janvier .. Arrêté n° 01 MIPARH. portant nomination du docteur KONAN Banny Kouamé Jean Pierre, coordonnateur du Projet national d'Appui au Développement laitier (PNADEL). 126

18 janvier .. Arrêté n° 02 MIPARH. portant nomination de M. BODJI N'Guessan Clément, coordonnateur du Projet d'Appui au Développement fourrager (PADEF). 126

18 janvier .. Arrêté n° 03 MIPARH. portant nomination du docteur KETREMINDE Louis, coordonnateur du Programme panafricain de Contrôle des Epizooties en Côte d'Ivoire (PACE-CI). 126

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

2007

6 avril Arrêté n° 07 MCUH. DGUF. DU. SDAF. portant approbation du plan de morcellement d'une parcelle de 2587 mètres carrés sise à la cité ex-DMTP. de Marcory Zone 4. 127

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

2008

20 février... Décision n° 100 MERS. DESPRIV. S.DAH. CF.
portant autorisation de création d'un établissement
privé d'Enseignement supérieur.

127

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces

128

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Actes disciplinaires

ARRETE n° 487 MI. DGN. DPPN. du 3 décembre 2007
portant avertissement avec inscription au dossier infligé au
sous-officier de Police TOHE THE Remi, mle 6275,
mécano 174 320-C.

LE MINISTRE L'INTERIEUR,

Vu la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 79-476 du 6 juin 1979 portant règlement sur la discipline générale ;

Vu le décret n° 2001-783 du 14 décembre 2001 fixant les modalités d'application de la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale, relatives à la carrière des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-464 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Intérieur ;

Vu le rapport n°189 MS/IGSP/CAB. en date du 16 février 2007 de l'inspecteur général des Services de Police,

ARRETE :

Article premier. — Un avertissement avec inscription au dossier, est infligé au sous-officier de Police TOHE Thé Remi, mle 6275, mécano 174 320-C, en service à la direction de la Police criminelle, pour faute contre l'honneur et la probité.

Art. 2. — Le présent arrêté concernant le sous-officier de Police TOHE Thé Remi prenant effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 3 décembre 2007.

Désiré TAGRO.

ARRETE n° 514 MI. DGN. DPPN. du 4 décembre 2007
portant émission d'un ordre de recette à l'encontre de
NALIALI Marcel, mécano 168 197-Y, officier de Police.

LE MINISTRE L'INTERIEUR,

Vu la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 79-476 du 6 juin 1979 portant règlement sur la discipline générale ;

Vu le décret n° 2001-783 du 14 décembre 2001 fixant les modalités d'application de la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale, relatives à la carrière des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-464 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Intérieur ;

Vu le rapport du 19 octobre 2004 de l'officier de Police NALIALI Marcel,

ARRETE :

Article premier. — Le lieutenant de Police NALIALI Marcel, mécano 168 197-Y, précédemment en service au commissariat de Police du 16^e Arrondissement, est déclaré responsable de la perte de son arme de dotation individuelle de marque Beretta type 92 F n° C 76322 Z.

Art. 2. — Un ordre de recette est émis à son encontre pour le recouvrement de la somme de 300.000 francs C.F.A. représentant la valeur vénale de l'arme.

Art. 3. — Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Désiré TAGRO.

ARRETE n° 517 MI. DGN. DPPN. du 11 décembre 2007
portant rappel à l'activité du sous-officier de Police
KOUAKOU Yao Jérôme, mle 6930, mécano 260 683-P.

LE MINISTRE L'INTERIEUR,

Vu la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2001-783 du 14 décembre 2001 fixant les modalités d'application de la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale, relatives à la carrière des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-464 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Intérieur ;

Vu l'arrêté n° 1845 MS. CAB. DGN. DPPN. du 1^{er} décembre 2006 du ministre de la Sécurité,

ARRETE :

Article premier. — Il est constaté l'exécution de la sanction de retrait d'emploi d'une durée de six mois, prise par arrêté n° 1845 MS. CAB. DGP. DPPN. du 1^{er} décembre 2006 du ministre de la Sécurité, à l'encontre du sous-officier de Police KOUAKOU Yao Jérôme, mle 6930, mécano 260 683-P, précédemment en service à la CRS 2.

Art. 2. — KOUAKOU Yao Jérôme, mle 6930, mécano 260 683-P, sous-officier de Police dont le retrait d'emploi de six mois est venu à expiration le 1^{er} juin 2007, est rappelé à l'activité et muté au commissariat de Police du 23^e Arrondissement de Yopougon.

Art. 3. — Il percevra, à compter du 2 juin 2007, la totalité de son traitement de présence.

Art. 4. — Le présent arrêté concernant le sergent de Police KOUAKOU Yao Jérôme, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 11 décembre 2007.

Désiré TAGRO.

ARRETE n° 518 MI. DGP. DPPN. du 13 décembre 2007 portant émission d'un ordre de recette à l'encontre de GNAHORE Thimoté, mécano 171 328-D, officier de Police.

LE MINISTRE L'INTERIEUR,

Vu la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 79-476 du 6 juin 1979 portant règlement sur la discipline générale ;

Vu le décret n° 2001-783 du 14 décembre 2001 fixant les modalités d'application de la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale, relatives à la carrière des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-464 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Intérieur ;

Vu la lettre n° 0944 MI. DAFM. du 16 novembre 2007 du directeur des Affaires financières et du Matériel,

ARRETE :

Article premier. — L'officier de Police GNAHORE Thimoté, mécano 171 328-D, en service au commissariat de Police du 12^e Arrondissement des Deux Plateaux, est déclaré responsable de la perte de son arme de dotation individuelle de marque Beretta type 92 F n° 16447 Z.

Art. 2. — Un ordre de recette est émis à son encontre pour le recouvrement au profit du Trésor public, de la somme de 300.000 francs C.F.A. représentant la valeur vénale de l'arme.

Art. 3. — Le présent arrêté concernant l'officier de Police GNAHORE Thimoté prenant effet à compter de sa date de signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Désiré TAGRO.

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

ARRETE n° 10 MEF. DGTCP. DA. du 11 janvier 2008 portant agrément de la société de Courtage d'Assurances « Serenix Assurances ».

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu le Traité instituant une organisation intégrée de l'industrie des assurances dans les Etats africains signé à Yaoundé le 10 juillet 1992 ;

Vu la loi n° 93-662 du 9 août 1993 autorisant le Président de la République à ratifier le Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 93-663 du 9 août 1993 portant ratification du Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 93-664 du 9 août 1993 portant publication du Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 97-582 du 8 octobre 1997 modifiant le décret n° 92-115 du 16 mars 1992 portant organisation du Trésor et fixant les attributions du directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 7 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu la décision du Président du Conseil des ministres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance du 6 février 1995 ;

Vu la demande d'agrément et les pièces à l'appui présentées par la Société de Courtage d'Assurances « Serenix Assurances » ;

Sur proposition du directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique,

ARRETE :

Article premier. — Est agréée en République de Côte d'Ivoire pour pratiquer les opérations de courtage d'assurances, la société ci-après dénommée :

SERENIX ASSURANCES située à Abidjan Cocody, 09 B.P. 284 Abidjan 09.

Art. 2. — Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique et le directeur des Assurances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 11 janvier 2008.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE n° 11 MEF. DGTCP. DA. du 11 janvier 2008 portant extension d'agrément de la société de Courtage ASCOMA à la gestion du risque maladie des mutuelles de Santé et des systèmes d'auto-assurances.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu le Traité instituant une organisation intégrée de l'industrie des assurances dans les Etats africains signé à Yaoundé le 10 juillet 1992 ;

Vu la loi n° 93-662 du 9 août 1993 autorisant le Président de la République à ratifier le Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 93-663 du 9 août 1993 portant ratification du Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 93-664 du 9 août 1993 portant publication du Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 97-582 du 8 octobre 1997 modifiant le décret n° 92-115 du 16 mars 1992 portant organisation du Trésor et fixant les attributions du directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 7 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu la décision du président du Conseil des ministres de la Conférence Inter africaine des Marchés d'Assurance du 6 février 1995 ;

Vu l'arrêté n° 259 MEFP. DAB. portant agrément de la société de courtage Assureurs Conseils de Côte d'Ivoire (A.C.C.I.) ;

Vu la demande formulée par ce courtier en date du 22 février 2005 ;

Vu les conclusions du rapport de contrôle en date du 23 mai 2007 de la direction des Assurances sur l'organisation des mutuelles de Santé par la société de courtage ASCOMA ;

Sur proposition du directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique,

ARRETE :

Article premier. — La société de courtage en assurance ASCOMA, en plus de son activité habituelle de courtage, est autorisée à gérer les mutuelles de santé et les systèmes d'auto-assurance.

La société de courtage ASCOMA pourra donc prendre en charge la gestion des dépenses de santé des salariés d'une organisation professionnelle constituée sous forme de mutuelle ou assurer la gestion d'un budget de santé à elle confié par un groupement de personnes unies par un lien dans le cadre de l'auto-assurance.

Art. 2. — Les activités exercées par ASCOMA dans le cadre de son extension d'agrément sont soumises au contrôle de la direction des Assurances

Art. 3. — Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique et le directeur des Assurances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 11 janvier 2008.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE n° 12 MEF. DGTCP. DA. du 11 janvier 2008
portant extension d'agrément de la société de Courtage GRAS SAVOYE à la gestion du risque maladie des mutuelles de santé et des systèmes d'auto-assurances.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu le Traité instituant une organisation intégrée de l'industrie des assurances dans les Etats africains signé à Yaoundé le 10 juillet 1992 ;

Vu la loi n° 93-662 du 9 août 1993 autorisant le Président de la République à ratifier le Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 93-663 du 9 août 1993 portant ratification du Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 93-664 du 9 août 1993 portant publication du Traité sus-visé ;

Vu le décret n° 97-582 du 8 octobre 1997 modifiant le décret n° 92-115 du 16 mars 1992 portant organisation du Trésor et fixant les attributions du directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 7 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu la décision du président du Conseil des ministres de la Conférence Inter africaine des Marchés d'Assurance du 6 février 1995 ;

Vu l'arrêté n° 756 MEFP. DAB. du 24 août 1994 portant agrément de la société de courtage GRAS SAVOYE Côte d'Ivoire ;

Vu la demande formulée par ce courtier en date du 25 janvier 2005 ;

Vu les conclusions du rapport de contrôle en date du 21 mai 2007 de la direction des Assurances sur l'organisation des mutuelles de santé par la société de courtage GRAS SAVOYE ;

Sur proposition du directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique,

ARRETE :

Article premier. — La société de courtage en assurance GRAS SAVOYE, en plus de son activité habituelle de courtage, est autorisée à gérer les mutuelles de santé et les systèmes d'auto-assurance.

La société de courtage GRAS SAVOYE pourra donc prendre en charge la gestion des dépenses de santé des salariés d'une organisation professionnelle constituée sous forme de mutuelle ou assurer la gestion d'un budget de santé à elle confié par un groupement de personnes unies par un lien dans le cadre de l'auto-assurance.

Art. 2. — Les activités exercées par GRAS SAVOYE dans le cadre de son extension d'agrément sont soumises au contrôle de la direction des Assurances

Art. 3. — Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique et le directeur des Assurances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 11 janvier 2008.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE n° 15 MEF. DGTCP. IGT. du 21 janvier 2008
portant remboursement de cautionnement de Mme Bailli, née Kénousei Julienne, mle 105 360-Q, ex-régisseur de Recettes des Cartes sécuritaires auprès du Commissariat du 2^e Arrondissement de Daloa.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 64-161 du 16 avril 1964 portant réglementation en ce qui concerne la réception et le remboursement des consignations, cautionnements et dépôts légaux administratifs et judiciaires ;

Vu le décret n° 64-240 du 26 Juin 1964 portant réglementation en matière de responsabilité et de débits des Comptables publics et les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 69-304 du 4 Juillet 1969 portant fixation des garanties que les Comptables publics, fonctionnaires et agents assimilés doivent constituer avant leur installation ou leur prise de fonctions et précisant les modalités de ces garanties ;

Vu le décret n° 97-582 du 8 octobre 1997 modifiant le décret n° 92-115 du 16 mars 1992 portant organisation de la direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor et fixant les attributions du directeur général ;

Vu le décret n° 2005-42 du 3 février 2005 portant nomination du directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 331 MEF. DGCPT. du 8 novembre 1999 portant nomination de régisseurs de Recettes auprès du Centre de Collecte et de Diffusion sécuritaire du Commissariat du 2^e Arrondissement de Daloa ;

Vu l'arrêté n° 8406 MFPE./DGFP./DPRPPCE. du 21 août 2007 portant admission à la retraite et radiation des cadres après 30 ans de service de l'intéressée ;

Vu la demande de remboursement de cautionnement de l'intéressée en date du 23 août 2007,

ARRETE :

Article premier. — Les opérations effectuées par Mme Bailli née Kénousei Julienne, mle 105 360-Q, ex-régisseur de Recettes des Cartes sécuritaires auprès du Commissariat de Daloa, sont déclarées exactes et conformes à la réglementation.

Art. 2. — Mainlevée est donnée pour le remboursement total de son cautionnement de 720.000 francs C.F.A.

Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 21 janvier 2008.

DIBY Koffi Charles.

MINISTERE DES TRANSPORTS

ARRETE n° 430 MT. CAB. du 10 septembre 2007 portant agrément du Centre médical de l'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM) pour la visite médicale intégrale (vue, audition, glycémie, tension artérielle, groupe sanguin) du Permis de Conduire.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

Vu la Constitution ;

Vu la Convention de Vienne du 8 novembre 1968 sur la Signalisation routière internationale ;

Vu la Convention de Vienne du 8 novembre 1968 sur la Circulation routière internationale ;

Vu la loi n° 63-526 du 26 décembre 1963 portant fixation des peines applicables à certaines infractions commises en matière de Police de la Circulation routière ;

Vu l'Ordonnance n° 2000-35 du 1^{er} février 2000 autorisant les sociétés délégataires de services d'ouvrages publics à percevoir les redevances ;

Vu l'Ordonnance n° 2000-67 du 9 février 2000 déterminant les principes fondamentaux du régime des Transports terrestres ;

Vu le décret n° 64-212 du 2 mai 1964 portant réglementation de l'usage des voies routières ouvertes à la circulation publique ;

Vu le décret n° 2001-377 du 27 juin 2001 portant extension de l'objet social de la société SONEXTT et modifiant sa dénomination sociale en « Société nationale des Transports terrestres (SONATT) » ;

Vu le décret n° 2002-190 du 2 avril 2002 portant approbation des documents de concession du service public pour la production des demandes de permis de conduire et des fiches d'examen ;

Vu le décret n° 2002-192 du 2 avril 2002 portant institution d'un nouveau format de Permis de Conduire ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 01/MDIE-ET./CAB. du 6 janvier 1998 portant fixation des conditions d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur ;

Vu l'arrêté n° 66 MEMT./CAB. du 24 mars 2005 modifiant l'arrêté n° 254 MEMT./CAB. du 18 août 2004 portant transfert des activités de production de l'ex-DTT. à la SONATT ;

Vu l'arrêté n° 156 MT./CAB. du 7 mai 2007 portant institution du système de gestion et de pré enregistrement des demandes et des fiches d'examen du Permis de Conduire ;

Vu le Communiqué du Gouvernement en date du 12 août 2007 ;

Vu les nécessités de service,

ARRETE :

Article premier. — Le présent arrêté a pour objet d'autoriser le Centre médical de l'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM), à mettre en œuvre le volet visite médicale intégrale (vue, audition, glycémie, tension artérielle, groupe sanguin) des candidats dans le cadre de la réforme du Permis de Conduire.

Art. 2. — La visite médicale des candidats au Permis de Conduire se fait dans les locaux de l'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer, ou de ceux des sociétés concessionnaires des activités liées au Permis de conduire, ou en tout autre endroit jugé nécessaire.

Art. 3. — L'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer peut, pour des raisons opérationnelles, passer contrat avec un opérateur à l'effet d'accomplir cette mission.

Art. 4. — Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, abroge et remplace toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires.

Art. 5. — Le directeur général des Transports terrestres et de la Circulation, le directeur général de la Société nationale des Transports terrestres et le directeur général de l'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 septembre 2007.

MABRI Toikeusse Albert.

MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

ARRETE n° 01 MIPARH. du 18 janvier 2008 portant nomination du coordonnateur du Projet national d'Appui au Développement laitier (PNADEL).

LE MINISTRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 63 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-471 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de la Production animale et des Ressources halieutiques ;

Vu les nécessités de service,

ARRETE :

Article premier. — Docteur KONAN Banny Kouamé Jean Pierre, vétérinaire inspecteur, mle 307 193-Y, 2^e classe, 1^{er} échelon, est nommé coordonnateur du Projet national d'Appui au Développement laitier (PNADEL).

Art. 2. — L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures et contraires, et qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 18 janvier 2008.

DOUATI Alphonse.

ARRETE n° 02 MIPARH. du 18 janvier 2008 portant nomination du coordonnateur du Projet national d'Appui au Développement fourrager (PADEF).

LE MINISTRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 63 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu l'attestation du Gouvernement n° 1176 bis du 23 octobre 2003 relative aux mesures d'urgence à prendre en vue de la préservation des acquis des ranches et stations dudit ministère ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-471 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de la Production animale et des Ressources halieutiques ;

Vu les nécessités de service,

ARRETE :

Article premier. — M. BODJI N'Guessan Clément, ingénieur agronome zootechnicien, mle 137 700-D, est nommé coordonnateur du Projet d'Appui au Développement fourrager (PADEF).

Art. 2. — L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures et contraires, et qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 18 janvier 2008.

DOUATI Alphonse.

ARRETE n° 03 MIPARH. du 18 janvier 2008 portant nomination du coordonnateur du Programme panafricain de Contrôle des Epizooties en Côte d'Ivoire (PACE-CI).

LE MINISTRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-471 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de la Production animale et des Ressources halieutiques ;

Vu la décision n° 709 MINAGRA. du 6 septembre 2000 portant création d'une Cellule de Coordination du Programme panafricain de Contrôle des Epizooties en Côte d'Ivoire (PACE-CI) ;

Vu la décision n° 60 du 25 mai 2001 instituant des indemnités en faveur des fonctionnaires et agents de l'Etat occupant certaines fonctions au Projet Programme panafricain de Contrôle des Epizooties en Côte d'Ivoire (PACE-CI) ;

Vu l'attestation du Secrétariat général du Gouvernement n° 1222 du 4 octobre 2000 relative à l'organisation, au fonctionnement et au financement du Programme panafricain de Contrôle des Epizooties en Côte d'Ivoire (PACE-CI) ;

Vu les nécessités de service,

ARRETE :

Article premier. — Docteur KETREMINDE Louis, vétérinaire inspecteur, mle 243 990-A, 2^e classe, 3^e échelon, est nommé coordonnateur du Programme panafricain de Contrôle des Epizooties en Côte d'Ivoire (PACE-CI).

Art. 2. — L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, et qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 18 janvier 2008.

DOUATI Alphonse.

MINISTRE DE LA CONSTRUCTION DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

ARRETE n° 07 MCUH. DGUF. DU. SDAF. du 6 avril 2007 portant approbation du plan de morcellement d'une parcelle de 2587 mètres carrés sise à la cité ex-DMTP. de Marcory Zone 4 dans la commune de Marcory District d'Abidjan.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 62-253 du 31 juillet 1962 relative aux plans d'urbanisme ;

Vu le décret n° 95-520 du 5 juillet 1995 portant organisation des procédures d'élaboration, d'approbation et d'application des lotissements du Domaine privé urbain de l'Etat et des communes ;

Vu le décret n° 2005-558 du 5 décembre 2005 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2006-307 du 16 septembre 2006 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 2006-310 du 11 octobre 2006 portant attributions des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 2006-58 du 29 mars 2006 portant organisation du ministère de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Vu la demande de morcellement en date du 30 mars 2007 du président du Syndic des Copropriétaires des cités ex-DMTP. de Marcory et Zone 4.

Vu l'extrait de la mappe foncière DW de Marcory faisant apparaître le TF 1205 de Bingerville ;

Vu l'état foncier n° 32006/2006 du 27 octobre 2006 indiquant que le TF 1205 de Bingerville est la propriété de l'Etat de Côte d'Ivoire ;

Vu l'extrait topographique de la parcelle de 2587 mètres carrés issue du TF 1205 dressé par le Cabinet E.F.T.G. ;

Vu le plan de levé planimétrique dressé par le Cabinet E.F.T.G. du géomètre expert agréé Emile Kokoh Adjoumany ;

Vu le plan de morcellement de la parcelle de 2587 mètres carrés ;

Sur proposition du directeur de l'Urbanisme,

ARRETE :

Article premier. — Le plan de morcellement de la parcelle de 2587 mètres carrés sise à la cité ex-DMTP de Marcory Zone 4, est approuvé.

Art. 2. — La parcelle de 2587 mètres carrés est morcelée en un seul îlot ayant pour numéro : 01 et comprenant quatre lots numérotés de 01 à 04 tous affectés à l'habitat.

Le directeur de l'Urbanisme, le directeur du Domaine urbain, le directeur de l'Assainissement, le Gouverneur du District d'Abidjan et le maire de la commune de Marcory sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 6 avril 2007.

AMON-TANOI Marcel.

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DECISION n° 100 MESRS. DESPRIV. S.-DAH. CF. du 20 février 2008 portant autorisation de création d'un établissement privé d'Enseignement supérieur.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 95-696 du 7 septembre 1995 relative à l'Enseignement ;

Vu le décret n° 97-675 du 3 décembre 1997 fixant les conditions de concession du service public de l'Enseignement à des établissements privés ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-474 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;

Vu l'arrêté n° 361 du 19 juin 2007 fixant les conditions d'autorisation de création et d'ouverture, des Grandes Ecoles et Universités privées ;

Vu la convention de concession de Service public de l'Enseignement supérieur ;

Vu la demande des intéressés ;

Sur proposition du directeur de l'Enseignement supérieur privé,

DECIDE :

Article premier. — Une autorisation de création est accordée à l'établissement privé d'Enseignement supérieur dénommé Institut Presbytérien de Théologie Evangélique de Côte d'Ivoire (IPTECI).

Ville	Etablissement	Filière autorisée	Fondateur ou gérant
Anyama	Institut Presbytérien de Théologie Evangélique de Côte d'Ivoire (IPTECI) Anyama, quartier résidentiel, non loin du Grand Séminaire et le Lycée moderne B.P. 962 Anyama Tél : 23-55-67-29/45-61-32 07-94-61-58	BTS Communication d'Entreprise	SA (Rev Peter PAEK)

Art. 2. — L'autorisation de création est valable pour trois ans au terme desquels elle est caduque si le promoteur n'a pu réaliser les investissements nécessaires pour l'obtention de l'autorisation d'ouverture effective de l'établissement.

Art. 3. — La présente décision, n'est valable que pour le projet pédagogique présenté et il ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture et de fonctionnement.

Art. 4. — L'autorisation d'ouverture et de fonctionnement sera délivrée après une visite des locaux des équipements suite au dépôt d'un dossier à cet effet.

Art. 5. — Aucune publicité de quelque nature que ce soit ne pourra être faite tant que l'autorisation d'ouverture n'aura pas été délivrée.

Art. 6. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 20 février 2008.

CISSE Ibrahim.

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

ARRETE n° 119 INT. DGAT. DAG. SDVA. portant autorisation et fonctionnement de l'association étrangère dénommée : « Association des Maliens des 2 Plateaux ».

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-307 du 16 septembre 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-07 du 17 janvier 2007 portant organisation du ministère de l'Administration du Territoire ;

Vu le dossier présenté par l'association dénommée : « Association des Maliens des 2 Plateaux » ;

Vu les conclusions de l'enquête de moralité, objet du rapport n°1414/ML/DRG./C. en date du 18 octobre 2007 du directeur général de la Police nationale,

ARRETE :

Article premier. — Sont autorisés, la constitution et le fonctionnement d'une association étrangère dénommée : « Association des Maliens des 2 Plateaux », dont le siège est fixé à Abidjan 2 Plateaux, lot 990.

Art. 2. — Le bureau exécutif de l'association dénommée : « Association des Maliens des 2 Plateaux » se compose comme suit :

Président

M. TRAORE Sékou.

Secrétaire général

M. OUSMANE Konaté.

Trésorière générale

Mme DICKO Aly.

Art. 3. — L'association étrangère dénommée : « Association des Maliens des 2 Plateaux » a pour objet de rassembler tous les Maliens vivant aux 2 Plateaux, en vue de s'entraider.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 12 février 2008.

Désiré TAGRO.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 02 PY. SG. du 15 juin 2007 de M. le Préfet de la Région des Lacs, préfet du département de Yamoussoukro, il a été créé une association dénommée :

MAMAN JE VOUS AIME

Siège : Yamoussoukro ;

Adresse : 2086 Yamoussoukro ;

Objet : L'association dénommée : « Maman Je vous Aime » a pour objets :

— De réinsérer les femmes dans le circuit économique par aides matérielles et assistances financières aux femmes commerçantes en activité en vue d'améliorer leur rendement et leur condition de vie ;

— Autonomie financière dans le foyer ;

— Réduction des chômages.

La présidente :

KOUASSI Akissi Colette.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 045 INT. DGAT. DAG. SDVA. du 29 janvier 2008 de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

UNION NATIONALE DES FONCTIONNAIRES RETRAITES
DE COTE D'IVOIRE (UNAFRE-CI)

Siège : Abidjan-Williamsville 1, lot 388, flot 40 ;

Objet : L'association dénommée : « Union nationale des Fonctionnaires retraités de Côte d'Ivoire (UNAFRE-CI) » a pour objets :

— De rassembler les fonctionnaires et agents de l'Etat retraités avec leurs ayants cause ;

— De développer les sens de la fraternité, du respect et l'esprit du partage entre ses membres ;

— De défendre et sauvegarder les intérêts matériels et moraux de ses membres.

Le président :

KOUASSI Koffi Mathurin.

RECEPISSE DE DEPOT DE DOSSIER D'ASSOCIATION n° 914 ML. DGAP / DAG / SDVA.

Le directeur général de l'Administration territoriale, atteste qu'il a été déposé dans ses services le dossier d'une association en voie de déclaration, dénommée : « ONG La Gestion du Terroir (LGT) » dont le siège est fixé à Abidjan.

Ce dossier qui a été enregistré sous le n° 1785 du 11 avril 2007 comprend les pièces suivantes ;

— 3 exemplaires des Statuts ;

— 3 exemplaires du Règlement intérieur ;

- 3 exemplaires du Procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive
- 3 exemplaires de la liste des membres du Bureau exécutif ;
- 3 exemplaires de la liste des membres fondateurs.

Le présent récépissé ne vaut pas titre de reconnaissance.

Le ministre de l'Intérieur, en application des dispositions de l'article 37 de la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, délivrera un récépissé de déclaration à l'issue de l'instruction du dossier.

Abidjan, le 26 avril 2007.

AMANI Ipou Félicien.

Etude de Maître Cécile AMIAN-KONE, notaire à Abidjan
01 B.P. 7 952 Abidjan 01 — Tél. 20-22-05-70
etudeamian@yahoo.fr

ENTREPRISE COOPERATIVE D'ANACARDE ET DE CAFE-CACAO DE HERBO

En abrégé « ECACCH »

Coopérative au capital social de 10.000.000 de francs C.F.A.

Siège social : Hérébo, sous-préfecture de Gouméré, préfecture de Bondoukou - Arrêté d'Agrément n° 14/R2/PBKOU/SGI.

CESSION DE PARTS SOCIALES - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL - REAMENAGEMENT DES FONCTIONS AU SEIN DU C.A. / MISE A JOUR DES STATUTS

Suivant délibérations de l'AG mixte et de la réunion du conseil d'administration du 28 janvier 2008, il a été décidé d'agréer une cession de parts sociales ; d'augmenter le capital social d'une somme de 5.000.000 de francs C.F.A. pour le porter à 10.000.000 de francs C.F.A. ; de désigner un nouvel administrateur et de réaménager les fonctions au sein du conseil d'administration, ainsi : M. RAMANATHAN GOWTHAMAN devient Président du Conseil d'Administration. M. KOBENAN Kossonou Alphonse : directeur général, M. YAO Kra Faustin : secrétaire général, M. TAN Adou Yao Raymond : secrétaire général adjoint. M. NAGARAJAN Ramesh : Trésorier général M. KOUADIO Kossonou Christophe : Trésorier général adjoint ;

MM. MOUROUFIE Kouamé Kossonou, KOUADIO Kra et OUATTARA Abou sont désignés administrateurs ;

Dépôt au greffe du tribunal de Bondoukou ;

Deux copies de la cession de parts sociales, deux copies du dépôt des statuts, deux originaux de chaque procès verbal, le 13 février 2008 sous le numéro CI-BKO-08-D-13.

Pour avis : Le notaire.

ARRETE n° 024 R.A. P. AGBO. S.G. D-2 B 3 du 15 novembre 2006 portant agrément de la Coopérative Dignité des Producteurs agricoles de l'Agnéby (CO.D.P.A.).

LE PREFET DU DEPARTEMENT D'AGBOVILLE,

Vu la loi n° 69-241 du 9 juin 1969 portant création du département d'Agboville ;

Vu la loi n° 2001-476 du 9 août 2001 d'orientation générale sur l'organisation de l'Administration territoriale ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives, notamment en son article 21 ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 74-165 du 19 juin 1974 portant délégation de M. EKPONON Assomou André dans les fonctions de secrétaire général de la préfecture d'Agboville ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA/MID du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des coopératives ;

Vu le télégramme officiel n° 198 MEMAT. CAB.-2 du 29 juin 2004 chargeant M. EKPONON Assomou André secrétaire général de la préfecture d'Agboville de l'intérim du préfet du département d'Agboville ;

Vu le récépissé de dépôt du dossier d'agrément de la Coopérative Dignité des Producteurs agricoles de l'Agnéby enregistré à la direction départementale de l'Agriculture sous le numéro 000255 MINAGRI/DDRA. du 23 mars 2006 ;

Vu la demande d'agrément tacite formulée par la Coopérative Dignité des Producteurs agricoles de l'Agnéby (CO.D.P.A.), en date du 31 octobre 2006 considérant les nécessités de services,

ARRETE :

Article premier. — La coopérative dénommée : « Coopérative Dignité des Producteurs agricoles de l'Agnéby (CO.D.P.A.) », B.P. 981 Agboville, ayant son siège social à Agboville sous-préfecture d'Agboville, département d'Agboville Région de l'Agnéby, est agréée en qualité de coopérative agricole, sous le n° 135/313 du 25 juin 2006.

Art. 2. — La coopérative Dignité des Producteurs agricoles de l'Agnéby (CO.D.P.A.) a pour objet : la collecte, le stockage, la commercialisation des produits agricoles.

Art. 3. — Pour être opposable aux tiers, l'agrément doit être publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire à l'initiative et aux frais des coopératives, dans les huit jours de sa délivrance.

Art. 4. — Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Agboville, le 15 novembre 2006.

EKPONON Assomou André,
administrateur civil.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 459 INT. DGAT. DAG. SDVA. du 10 septembre 2007 de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

MUTUELLE POUR LE DEVELOPPEMENT DE FAGNAMELEU (MUDEFA)

Siège : Abidjan Yopougon-Sideci, lot n° 467 ;

Adresse : B.P. 72 Dabou ;

Objet : L'association dénommée : « Mutuelle pour le Développement de Fagnamleu (MUDEFA) » a pour objets de :

— Promouvoir le développement économique, social et culturel de Fagnamleu ;

— Créer et d'entretenir l'esprit d'unité, d'entraide et de solidarité entre ses membres.

Le président :
GUELA Jean Bayard.

ARRETE n° 292 PD. SG. DAG.1 du 27 janvier 2007 portant Agrément de la Coopérative agricole « APLAKLA » de Gboguhé (C.A.A.G.).

**LE PREFET DE LA REGION DU HAUT-SASSANDRA,
CHANCELIER DE L'ORDRE NATIONAL**

Vu la loi n° 61-84 du 10 avril 1961 relative au fonctionnement des départements, des préfectures et sous-préfectures ;

Vu la loi n° 2001-476 du 9 août 2001 d'orientation générale sur l'organisation de l'Administration territoriale ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;
Vu le décret n° 74-265 du 19 juin 1974 portant délégation de pouvoirs des ministres aux préfets ;

Vu le décret n° 96-665 du 28 août 1996 portant création de la Région du Haut-Sassandra ;

Vu la loi n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 2000-556 du 9 août 2000 portant délégation dans les fonctions de préfet ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA/MID du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des coopératives ;

Vu l'avis favorable du Comité technique consultatif régional d'Agrément des coopératives en sa séance de travail du mercredi 27 juin 2007,

ARRETE :

Article premier. — La coopérative dénommée : « Coopérative agricole « APLAKLA » de Gboguhé (C.A.A.G.) ayant son siège à Gboguhé, sous-préfecture de Gboguhé, département de Daloa, est agréée comme coopérative sous le numéro 181/4.1.3.

Art. 2. — L'agrément, pour être opposable aux tiers, doit être publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire à l'initiative et aux frais des coopérateurs dans les huit jours de sa délivrance.

Art. 3. — Le présent arrêté qui prend effet à compter du jour de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Daloa, le 27 juin 2007.

DACKOURY Lohouré Dabet,
préfet hors grade.

ARRETE n° 253 PRSB. PDIV. CAB. portant Agrément de la Coopérative agricole YENIEN de Kimoukro (COPAYEKI).

**LE PREFET DE LA REGION DU SUD-BANDAMA,
PREFET DU DEPARTEMENT DE DIVO,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL,**

Vu la loi n° 61-84 du 10 avril 1961 relative au fonctionnement des départements, des préfectures et sous-préfectures ;

Vu la loi n° 95-892 du 27 octobre 1995 d'orientation sur l'organisation générale de l'Administration territoriale ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;
Vu le décret n° 74-265 du 19 juin 1974 portant délégation de pouvoirs des ministres aux préfets ;

Vu le décret n° 97-17 du 15 janvier 1997 portant création de la Région du Sud-Bandama ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 2001-360 du 27 juin 2001 portant délégation dans les fonctions de préfet ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA/MID du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des coopératives ;

Vu l'avis favorable du Comité technique d'Agrément des coopératives en sa séance du 7 juin 2007,

ARRETE :

Article premier. — La coopérative dénommée : « Coopérative agricole Yénien de Kimoukro (COPAYEKI), ayant son siège social à Kimoukro, sous-préfecture de Divo, département de Divo, Région du Sud-Bandama est agréée comme coopérative sous le numéro 253/1611 du 7 juin 2007.

Art. 2. — Cette coopérative a pour objet : la collecte, le stockage, la transformation et la commercialisation des produits agricoles (café et cacao) ; l'augmentation des revenus et l'amélioration des conditions de vie des membres ; la formation des membres ; l'approvisionnement en intrants ; l'achat d'équipements collectifs.

Art. 3. — Le secrétaire général de la préfecture de Divo et le directeur régional de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Divo, le 7 juin 2007.

Thérèse ZERANSE,
préfet de Région hors grade.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 821 INT. DGAT. DAG. SDVA. du 8 octobre 2007 de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

ONG SERVIR L'HUMANITE

Siège : Abidjan-Boulevard des Martyrs, Résidences SICOGI Latrille B Immeuble K appartement 122 Rez-de-chaussée, Deux-Plateaux Aghien, 06 B.P. 765 Abidjan 06 ;

Objet : L'association dénommée : « ONG Servir l'Humanité » a pour objets :

— De créer un cadre d'action de la solidarité au profit des communautés les plus défavorisées ;

— De rechercher et guider les investisseurs et organismes non gouvernementaux en vue de favoriser les actions développement communautaire.

Le président :
SORO Nahouo.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 817 INT. DGAT. DAG. SDVA. du 10 octobre 2007 de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

FONDS DE SOLIDARITE DES ENSEIGNANTS DE COTE D'IVOIRE (FOSECI)

Siège : Abidjan-Yopougon Sideci COPRIM cité Vermandoua, appartement n° 1069 ;

Adresse 05 B.P. 1 224 Abidjan 05 ;

Objet : L'association dénommée : « Fonds de Solidarité des Enseignants de Côte d'Ivoire (FOSECI) » a pour objets :

— De mobiliser un fonds d'épargne des enseignants ;

— De créer un fonds de prévoyance et d'entraide des enseignants.

Le président :
KOFFI Kouakou Mathurin.

ARRETE n° 680 INT. DGC. DVCOM. SDER. portant autorisation et fonctionnement de l'association dénommée : « ONG OUMMUL KOURA (ONG O.K.) ».

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement de transition ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-464 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Intérieur ;

Vu le dossier présenté par l'association dénommée : « ONG OUMMUL KOURA (ONG O.K.) » dont le siège est sis à Yopougon Gesco Corridor, lot n° 6097 flot 12, 03 B.P. 555 Abidjan 03 ;

Vu les conclusions de l'enquête de moralité, objet du rapport n°2084/DGPN./1437/DRG./C. en date du 20 décembre 2004 du directeur général de la Police nationale ;

Après visite du siège de l'association par la direction de la Vie culturelle,

ARRETE :

Article premier. — Sont autorisés, la constitution et le fonctionnement d'une association étrangère dénommée : « ONG-OUMMUL KOURA (ONG O.K.) », dont le siège est fixé à Yopougon Gesco Corridor, lot n° 6097 flot 12, 03 B.P. 555 Abidjan 03.

Art. 2. — Le bureau exécutif de « ONG-OUMMUL KOURA (ONG O.K.) » se compose comme suit :

Président

M. MUSTAPHA Abdul Aziz Akanji.

Secrétaire générale

Mme RAFIAT, épouse MUSTAPHA Akanji Ajoke.

Trésorier général

M. DUA Gustave.

Art. 3. — L'association étrangère dénommée : « ONG-OUMMUL KOURA (ONG O.K.) » a pour objets :

- De contribuer au développement de l'Islam selon le Saint Coran ;
- De construire des lieux de culte notamment des mosquées ;
- De promouvoir les œuvres sociales, culturelles et humanitaires ;
- De soutenir matériellement et financièrement les Imams et les enseignants des écoles coraniques ;
- D'organiser le pèlerinage à la Mecque.

Art. 4. — Sous peine de retrait de la présente autorisation, toutes modifications intervenues dans la dénomination, l'administration ou la direction du Groupement ainsi que toutes modifications apportées aux statuts, à l'adresse postale et à la situation géographique, doivent être portées à la connaissance de l'autorité compétente.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 11 octobre 2007.

Désiré TAGRO.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 297 MI. DGAT. DAG. SDVA. de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

RESEAU IVOIRIEN DES FEMMES ADMINISTRATEURS (RIFEMAD)

Siège : Abidjan Plateau ;

Adresse : 06 B.P. 6 513 Abidjan 06 ;

Objet : L'association dénommée : « Réseau ivoirien des Femmes administrateurs » a pour objets de :

- Impulser une nouvelle dynamique à l'Administration ivoirienne ;
- Concourir à l'épanouissement et au bien-être de la femme administrateur de Côte d'Ivoire ;
- Développer des aptitudes de leadership chez la femme administrateur dans tous les domaines ;
- Défendre les intérêts de la femme administrateur dans sa corporation.

La présidente :

Mme ASSI Assi Célestine.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 542 INT. DGAT. DAG. SDVA. de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

STARS OLYMPIC FOOTBALL CLUB ABOBO (S.O.L.C.A.)

Siège : Abidjan Plateau-Dokui, derrière la pharmacie Azur, villa n° 136 ;

Adresse : 13 B.P. 1 242 Abidjan 13 ;

Objet : L'association dénommée : « Stars Olympic Foot-Ball Club Abobo (S.O.L.C.A.) » a pour objets de :

- Promouvoir le foot-ball en formant à la pratique ;
- Faire occuper sainement les jeunes déscolarisés ;
- Organiser des manifestations sportives et participer aux compétitions nationales et internationales.

Le président :

SANOGO Souleymane.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 01 PG. CAB. du 27 septembre 2007 de M. le Préfet de Région, préfet du département de Guiglo, République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

CENTRE D'EVEIL ET D'ENCADREMENT POUR LE DEVELOPPEMENT A LA BASE (CEEDEB-ONG)

Siège : Guiglo ;

Objet : « Centre d'Eveil et d'encadrement pour le Développement à la Base (CEEDEB-ONG) » :

- Soutien aux personnes vivant avec le VIH-SIDA et apporter un encadrement adéquat à la jeunesse féminine afin d'éviter des comportements à risque ;
- Lutter contre la pauvreté en milieu rural ;
- Sensibiliser les populations sur le VIH-SIDA ;
- Création des Centres de soutien aux personnes vivant avec le VIH-SIDA ;
- Leur prise en charge ;
- Promouvoir l'alphabétisation.

La présidente :

Mme BLADE, épouse GUIBA
Ouroubli Thérèse.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 313 MI. DGAT. DAG. SDVA. de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

**UNION NATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES
DE COTE D'IVOIRE (UNAPACI)**

Siège : Yamoussoukro ;

Adresse : B.P. 232 Yamoussoukro ;

Objet : L'association dénommée : « Union nationale des Producteurs agricoles de Côte d'Ivoire (UNAPACI) » a pour objets de :

- Soutenir toutes les actions menées par les producteurs agricoles sur le plan social ou professionnel ;
- Défendre les intérêts de ses membres ;
- Promouvoir les actions de développement de l'UNAPACI sur toute l'étendue du territoire ivoirien et partout ailleurs.

Le président :
BANNY Koffi Germain.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 657 MEMAT. DGAP. DAG. SDVA. du 1^{er} octobre 2004 de M. le Ministre d'Etat, ministre de l'Administration du Territoire de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

**DAHIRA KHIDMATUL KHADIM
(DKK)**

Siège : Grand-Bassam ;

Adresse : B.P. 736 Grand-Bassam ;

Objet : L'association dénommée : « Dahira Khidmatul Khadim (DKK) » a pour objet :

- D'instaurer la paix et l'unité au sein des musulmans Talibés ;
- De développer le Mouridisme au service du développement de la commune ;
- De veiller au plein épanouissement spirituel des jeunes ;
- De servir de lien entre les DAHIRA des autres localités et d'assurer la représentation auprès des autorités communales et nationales ;
- D'assurer, grâce à l'esprit du Mouridisme, l'épanouissement des Talibés, par des manifestations et actions s'inscrivant dans le sens du renouveau et du développement de la commune.

Le président :
AROUNA Gueye.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 589 INT. DGAT. DAG. SDVA. du 8 octobre 2007 de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

SCHOOLNET COTE D'IVOIRE

Siège : Abidjan-Angré Star 4, lot n° 95 ;

Objet : L'association dénommée : « SCHOOLNET Côte d'Ivoire » a pour objets :

— De sensibiliser la communauté éducative et la jeunesse déshéritée et les partenaires nationaux à la vulgarisation des technologies de l'information et de la communication (T.I.C.) ;

— D'accroître la disponibilité des technologies de l'information et de la communication (T.I.C.) ;

— D'accroître la disponibilité des technologies de l'information et de la communication (T.I.C.) dans le système éducatif ivoirien et dans les communautés de jeunes.

La présidente :
Mme EDY, épouse YEBOUE
Adjua Agnès.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 832 INT. DGAT. DAG. SDVA. du 10 décembre 2007 de M. le Ministre de l'Intérieur de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

**STRUCTURE D'ENCADREMENT DES FEMMES DU
SECTEUR INFORMEL (S.E.F.S.I.)**

Siège : Bin-Houyé quartier Château, lot n° 192, flot 23 ;

Adresse : 14 B.P. 1282 Abidjan 14 ;

Objet : L'association dénommée : « Structure d'Encadrement des Femmes du Secteur Informel (S.E.F.S.I.) » a pour objets :

- De favoriser l'esprit d'entreprise chez les femmes afin de les aider à lutter contre la pauvreté ;
- De coordonner, encourager leurs activités et les amener à créer une coopérative à l'instar du marché Gouro.

Le président :
BOYA Gonli.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration n° 236 AT. DGAT. DAG. SDVA. de M. le Ministre de l'Administration du Territoire de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

**COMITE SUPERIEUR DES SURVEILLANTS
POUR LE DEVELOPPEMENT D'ABIA-GNAMBO (COSSUDA)**

Siège : Abidjan Port-Bouët ;

Adresse : 16 B.P. 168 Abidjan 16 ;

Objet : L'association dénommée : « Comité supérieur des Surveillants pour le Développement d'Abia-Gnambo (COSSUDA) » a pour objets :

- De promouvoir le développement des quartiers en vue de les sortir de leurs précarités ;
- De réaliser des projets de développement durables à Port-Bouët ;
- D'établir des relations de partenariat avec des opérateurs économiques et autres organismes de développement pour le financement des projets ;
- De soutenir la municipalité sur les terres de l'Etat et les villageois sur leurs terres dans la lutte contre la prolifération des constructions anarchiques et les ventes.

Le président :
SERI Béro Alexis.

Le Chef du Service J.O.R.C.I. au Secrétariat général du Gouvernement :
M. N'GUESSAN Boni certifie le présent numéro conforme au tirage.
Abidjan, le 21 février 2008.